

<i>Id Wallonië</i>	Installatie	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
92	BENEO-ORAFI SA (vroeger Raffinerie Notre-Dame-Orafti SA)	89 668	83 486	81 992	80 483	78 959	77 419	75 860	74 295

Installatie vallend onder artikel 5 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto (aanzienlijke capaciteitsuitbreiding):

<i>Id Wallonië</i>	Installatie	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
88	Steenbakkerijen van Ploegsteert site Bristol	13 167	15 384	15 110	14 835	14 558	14 279	13 999	13 719

**Art. 2.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 februari 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201508]

**20 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 37, § 2, et 41bis, insérés par le décret du 23 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis CD-13f05-CWaPE-502 de la CWaPE du 7 juin 2013 sur le « nouveau mécanisme de soutien à la production d'électricité à partir d'installations photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW, dénommé mécanisme Quali watt »;

Vu l'avis 55.148/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 février 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable en charge de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le 5<sup>o</sup>, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 5<sup>o</sup> « EAV » : Energy Annual Value, à savoir la valeur de la consommation annuelle mesurée par le compteur du gestionnaire de réseau de distribution tenant compte de la compensation; »;

2<sup>o</sup> le 6<sup>o</sup>, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 6<sup>o</sup> « coût d'investissement de référence » : coût moyen des installations visées à l'article 41bis, § 2, du décret, lequel peut notamment varier en fonction de la puissance crête installée de l'installation; »;

3<sup>o</sup> le 9<sup>o</sup>, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et du 8 janvier 2009, est complété des mots « , soit, en ce qui concerne l'article 6bis, la date de visite attestant de la conformité visée à l'article 270 du règlement général des installations électriques (RGIE) adopté par l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique; ».

**Art. 2.** A l'article 6, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « à la CWaPE ou » sont abrogés;

2<sup>o</sup> les mots « pour les installations visées à l'article 6bis, alinéa 3 » sont abrogés.

**Art. 3.** A l'article 6bis du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et du 15 juillet 2010, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« La CWaPE, après concertation avec les gestionnaires de réseaux de distribution, publie sur son site, au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 2014, la procédure applicable aux producteurs d'électricité disposant d'une installation de panneaux solaires photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW souhaitant se raccorder au réseau et bénéficier du système de soutien à la production organisé par le chapitre IVbis du présent arrêté. »

**Art. 4.** A l'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et du 14 janvier 2010, les mots « pour les installations non visées au Chapitre IVbis » sont insérés avant les mots « un titre attribuant ».

**Art. 5.** Dans le même arrêté, il est inséré un Chapitre IVbis comportant les articles 19bis à 19quater, rédigé comme suit :

« Chapitre IVbis. Conditions et procédures d'octroi et de suspension du soutien à la production pour les installations de production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW.

**Art. 19bis.** § 1<sup>er</sup>. A partir de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, les installations de production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW bénéficient du système de soutien à la production visé à l'article 37, § 2, du décret et organisé par l'article 41bis du décret, conformément aux modalités et conditions précisées au présent article.

§ 2. Le bénéfice du soutien à la production est garanti au moment de la dernière date de visite de conformité visée à l'article 270, § 1<sup>er</sup>, du règlement général des installations électriques (RGIE) adopté par l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, au producteur pendant une période de maximum cinq ans pour autant qu'il ait obtenu une décision positive du gestionnaire de réseau de distribution visée à l'article 19quater, § 3.

§ 3. Pour l'estimation forfaitaire de l'économie sur la facture d'électricité visée à l'article 41bis, § 3, alinéa 3, du décret et visant à permettre l'estimation des recettes générées par le projet, une évolution du prix d'1 % par an est prise en compte pour la partie « commodity », et de 3 % pour la partie « réglementée ».

§ 4. La CWaPE établit, en concertation avec l'Administration, une méthodologie permettant de déterminer les valeurs retenues pour le calcul du soutien à la production conformément à l'article 41bis, § 3, du décret. Cette méthodologie est publiée sur son site internet pour le 1<sup>er</sup> mars 2014 au plus tard.

Les valeurs retenues pour le calcul du soutien à la production sont valables uniquement pour une période de six mois au terme de laquelle elles sont actualisées par la CWaPE, selon une méthodologie établie en concertation avec l'Administration de l'énergie. Ces nouvelles valeurs, s'appliquant aux installations futures, sont publiées sur le site Internet de la CWaPE, trois mois avant leur entrée en vigueur.

§ 5. Conformément à l'article 41bis, § 5, du décret, les gestionnaires de réseau de distribution procèdent, le cas échéant, à une révision du soutien visé au paragraphe 1<sup>er</sup> par l'application d'un coefficient correcteur modifiant la prime de l'année N+1, à la hausse ou à la baisse, de manière à neutraliser l'effet de l'augmentation/diminution réelle des deux composantes du prix de l'électricité de l'année N visées au paragraphe 3. Le coefficient s'appliquera dès que le prix réel de l'électricité s'écarte de plus de 10 pourcents des paramètres d'évolution de prix visés au paragraphe 3. Le coefficient correcteur est calculé de manière à respecter le temps de retour simple et tendre vers un taux de rendement fixés par l'article 41bis, § 3, alinéa 2, du décret. La CWaPE fixe la méthodologie d'application du coefficient correcteur, après concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution, et la publie au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 2014.

§ 6. L'octroi du soutien à la production visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, est subordonné à la production des éléments suivants aux gestionnaires de réseau de distribution :

1<sup>o</sup> la copie d'un certificat attestant que l'installateur a suivi une formation certifiante, conformément aux modalités fixées par le Gouvernement par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;

2<sup>o</sup> une déclaration de conformité de l'installation basée sur un modèle-type établi par le Ministre ou son délégué;

3<sup>o</sup> une copie du certificat « factory inspection » reprenant le lieu du site de production des panneaux photovoltaïques;

4<sup>o</sup> pour les bénéficiaires personnes-physiques, une copie du contrat-type d'installations photovoltaïques publié sur le site internet de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie du Service public de Wallonie, complété et signé par le producteur et l'installateur;

5<sup>o</sup> la preuve que l'importateur ou le fabricant a effectué des tests de qualité sur un échantillon des modules installés.

Les tests visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, doivent être réalisés par un laboratoire d'essais accrédité selon la norme ISO 17025 par BELAC ou par un autre organisme d'accréditation national bénéficiant d'une reconnaissance mutuelle avec BELAC. Le Ministre ou son délégué fixe les types de tests à réaliser, les critères de réussite de ces tests, l'ampleur de l'échantillon, ainsi que, le cas échéant, les critères d'équivalence de tests déjà réalisés.

Les installations réalisées par un installateur labellisé par un organisme labellisateur agréé par le Ministre ou son délégué sont réputées respecter les conditions énoncées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. A cette fin, l'installateur labellisé fournit à l'organisme labellisateur, à tout moment, et sur demande, les documents visés par le paragraphe 6 et ce, pour chaque installation réalisée.

Les conditions auxquelles doivent répondre tout organisme labellisateur pour être agréé sont les suivantes :

1<sup>o</sup> fournir au Ministre ou à son délégué l'ensemble des documents permettant de justifier d'une expérience pertinente dans les domaines de contrôle de gestion, de chantier, de management;

2<sup>o</sup> fournir au Ministre ou à son délégué l'ensemble des documents permettant la validation des procédures, des délais et de la tarification qui seront appliqués dans le cadre d'une demande de labellisation ainsi que des mesures de contrôle permettant de vérifier le respect des conditions de labellisation par les installateurs labellisés;

3<sup>o</sup> être un organe indépendant et neutre;

4<sup>o</sup> pouvoir, à tout moment, fournir, au Ministre ou à son délégué, les dossiers relatifs aux entreprises qui sont labellisées ou en cours de labellisation;

5<sup>o</sup> disposer d'une base de données accessible aux installateurs labellisés en vue de l'encodage en ligne des installations qu'ils ont réalisées, à laquelle aura également accès le Ministre ou son délégué;

6<sup>o</sup> communiquer trimestriellement au Ministre ou à son délégué, un rapport d'analyse et de suivi des demandes de plaintes ainsi que les coordonnées des entreprises labellisées.

Le Ministre ou son délégué peut le cas échéant déterminer des conditions complémentaires auxquelles doivent répondre tout organisme labellisateur.

Art. 19<sup>ter</sup>. Pour l'application de l'article 41<sup>bis</sup>, § 6, du décret, sont considérés comme bénéficiaires personnes physiques qui disposent de revenus précaires :

1° les ménages dont les revenus imposables globalement au 1<sup>er</sup> mars 2013 sont inférieurs à € 18.700, à majorer de 2.500 EUR par enfant à charge, ces montants étant indexés conformément au mécanisme défini par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008 fixant les modalités d'adaptation des montants visés à l'article 203 du Code wallon du Logement et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 fixant les conditions d'intervention de la Région en faveur des jeunes qui contractent un emprunt hypothécaire pour l'accession à la propriété d'un premier logement;

2° les ménages reconnus comme clients protégés au sens de l'article 33 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation régionale du marché de l'électricité.

Les bénéficiaires personnes physiques du soutien à la production reconnus comme clients protégés ou qui disposent de revenus précaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, reçoivent, après l'acceptation de leur dossier, une prime complémentaire au soutien à la production conformément à l'article 41<sup>bis</sup>, § 6, du décret, de manière à leur garantir un taux de rendement de 6,5 %.

Les bénéficiaires personnes physiques apportent la preuve de leur niveau de revenus visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en joignant au dossier de demande une copie de l'avertissement extrait de rôle relatif aux revenus de l'année précédant l'investissement ou moyennant la production de tout autre document ayant une force probante aux fins de déterminer les revenus du producteur.

Les bénéficiaires personnes physiques du soutien à la production reconnus comme clients protégés apportent la preuve de ce statut en joignant au dossier de demande une copie de leur dernière facture d'électricité attestant qu'ils bénéficient du tarif social, s'ils sont fournis par un fournisseur.

Art. 19<sup>quater</sup>. § 1<sup>er</sup>. Une demande d'octroi de soutien à la production est adressée par le producteur d'électricité disposant de l'installation concernée, au gestionnaire de réseau de distribution, conformément à la procédure prévue à l'article 6<sup>bis</sup>, alinéa 4, au moyen du formulaire de demande ad hoc établi par la CWaPE et publié sur son site internet.

§ 2. Le gestionnaire de réseau de distribution vérifie si le formulaire de demande est correct et complet.

Si le gestionnaire de réseau de distribution constate que le formulaire de demande est incomplet, le demandeur en est informé dans un délai de 15 jours à dater de la réception de celui-ci par le gestionnaire de réseau de distribution. Le gestionnaire de réseau de distribution précise en quoi le formulaire de demande est incomplet et fixe un délai, qui ne peut être inférieur à 30 jours, prescrit sous peine de déchéance de la demande, endéans lequel le demandeur est invité à compléter son formulaire de demande initial.

§ 3. Le gestionnaire de réseau de distribution vérifie, sur la base du formulaire de demande complet, que :

1° le producteur sollicitant le soutien à la production répond aux conditions d'octroi de ce soutien;

2° en fonction du nombre maximal d'installations fixé et prévu pour le trimestre souhaité conformément au paragraphe 4, le gestionnaire de réseau de distribution est en mesure d'octroyer à ce producteur le soutien à la production sollicité. Si le nombre maximal d'installations pour le trimestre souhaité est atteint, l'octroi du soutien à la production pour ce producteur est reporté au premier jour du trimestre le plus proche, dont le nombre maximal d'installations visé conformément au paragraphe 4 n'a pas encore été atteint.

Dans un délai de 45 jours à dater de la réception par le gestionnaire de réseau de distribution du formulaire de demande complet, le gestionnaire de réseau de distribution notifie au producteur sa décision d'octroi ou non du soutien à la production.

Le gestionnaire de réseau de distribution est tenu d'entendre le demandeur qui en fait la demande expresse.

La prime visée à l'article 41<sup>bis</sup>, § 2, du décret, couvrant la première année est octroyée au plus tard dans les 30 jours à dater de la décision positive du gestionnaire de réseau de distribution. Les primes annuelles suivantes sont octroyées aux dates anniversaires consécutives au premier versement.

§ 4. Le plafond maximal d'installations par an pouvant bénéficier du soutien à la production visé à l'article 19<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, est fixé à 12 000 installations, réparties au prorata trimestriellement.

Ce nombre maximal d'installations de production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW est réparti entre les gestionnaires de réseau de distribution, selon les modalités précisées par la CWaPE et publiées pour le 1<sup>er</sup> mars 2014 au plus tard.

La différence entre le nombre d'installations bénéficiant du soutien à la production sur un trimestre et le nombre maximal d'installations pour un trimestre est automatiquement reportée sur le trimestre suivant, au sein du même gestionnaire de réseau de distribution.

§ 5. Dès acceptation de la demande, le gestionnaire de réseau de distribution calcule et corrige, le cas échéant, la valeur prévisionnelle de l'EAV du producteur. Le gestionnaire de réseau de distribution informe le fournisseur de cette nouvelle valeur de l'EAV. Le gestionnaire de réseau de distribution corrige en conséquence le montant du tarif d'utilisation du réseau facturé à ce fournisseur, pour ce producteur d'électricité.

§ 6. Dès réception de la nouvelle valeur de l'EAV, le fournisseur adapte ses factures d'acomptes. »

Art. 6. Pendant les six premiers mois à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les délais imposés aux gestionnaires de réseau de distribution à l'article 19<sup>quater</sup>, peuvent être aménagés par la CWaPE, pour autant que ces aménagements soient publiés sur son site Internet.

Pendant les six premiers mois à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, l'octroi du soutien à la production est subordonné à la présentation de l'attestation de réussite d'une formation portant sur les installations photovoltaïques reconnue par la Région wallonne et à la condition visée à l'article 19<sup>bis</sup>, § 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2014.

**Art. 8.** Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 20 février 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/201508]

#### 20. FEBRUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikels 37 § 2 und 41*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 23. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des Gutachtens CD-13f05-CWaPE-502 der CWaPE vom 7. Juni 2013 über den "neuen Mechanismus zur Unterstützung der Stromerzeugung mittels Photovoltaikanlagen mit einer Leistung von höchstens 10 kW, genannt Quali watt-Mechanismus";

Aufgrund des am 10. Februar 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 55.148/4;

Auf Vorschlag des mit der Energie beauftragten Ministers für nachhaltige Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms wird wie folgt abgeändert:

1<sup>o</sup> Ziffer 5<sup>o</sup>, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"5<sup>o</sup> "EAV-Wert": Energy Annual Value, d.h. der Wert des jährlichen Verbrauchs, gemessen durch den Zähler des Betreibers des Verteilernetzes, unter Bezugnahme des Ausgleichs";

2<sup>o</sup> Ziffer 6<sup>o</sup>, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"6<sup>o</sup> "Kosten der Referenzinvestition": durchschnittliche Kosten für die in Artikel 41*bis*, § 2 des Dekrets genannten Anlagen, welche insbesondere entsprechend der installierten Spitzenleistung der Anlage variieren können;

3<sup>o</sup> Ziffer 9<sup>o</sup>, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und 8. Januar 2009, wird durch folgende Wortfolge ergänzt: ", oder aber, was Artikel 6*bis* betrifft, dem Datum des Besuchs zur Bescheinigung der Konformität nach Artikel 270 der allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen, die durch den Königlichen Erlass vom 10. März 1981 angenommen wurde, durch den besagte Ordnung für die Haushaltsanlagen und gewisse Leitungen zur Übertragung und Verteilung elektrischer Energie vorgeschrieben wird;";

**Art. 2** - In Artikel 6, Absatz 2 desselben Erlasses, so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 2010 abgeändert worden ist, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1<sup>o</sup> die Wortfolge "der CWaPE oder" wird aufgehoben;

2<sup>o</sup> die Wortfolge "für die in Artikel 6*bis*, Absatz 3 genannten Anlagen" wird aufgehoben.

**Art. 3** - In Artikel 6*bis* desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und 15. Juli 2010, wird ein wie folgt verfasster Absatz zwischen die Absätze 3 und 4 eingefügt:

"Nach Beratung mit den Betreibern von Verteilernetzen veröffentlicht die CWaPE spätestens am 1. März 2014 auf ihrer Webseite das Verfahren, das auf die Stromerzeuger anwendbar ist, die über eine mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierende Anlage mit einer Leistung von höchstens 10 kW verfügen und die sich an das Netz anschließen möchten und das in Kapitel IV*bis* vorliegenden Erlasses organisierte System zur Unterstützung der Produktion in Anspruch nehmen möchten."

**Art. 4** - In Artikel 13, § 1, Absatz 1, 2<sup>o</sup> desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und 14. Januar 2010, wird die Wortfolge "für die nicht in Kapitel IV*bis* genannten Anlagen" vor "einen Nachweis" eingefügt.

**Art. 5** - In denselben Erlass wird ein Kapitel IV*bis*, der die Artikel 19*bis* bis 19*quater* enthält, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Kapitel IV*bis* - Bedingungen und Verfahren für die Gewährung und Aussetzung der Produktionsunterstützung für die mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierenden Anlagen zur Stromerzeugung mit einer Leistung bis zu 10 kW.

Art. 19*bis* - § 1. Ab dem Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms fallen die mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierenden Anlagen zur Stromerzeugung mit einer Leistung bis zu 10 kW unter das in Artikel 37, § 2



des Dekret genannte und gemäß Artikel 41bis des Dekrets organisierte System zur Unterstützung der Produktion, in Übereinstimmung mit den in vorliegendem Artikel genannten Modalitäten und Bedingungen.

§ 2. Der Anspruch auf die Produktionsunterstützung wird dem Stromerzeuger zum Zeitpunkt des letzten Konformitätsbesuches nach Artikel 270, § 1 der allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen, angenommen durch den Königlichen Erlass vom 10. März 1981, durch den besagte Ordnung für die Haushaltsanlagen und gewisse Leitungen zur Übertragung und Verteilung elektrischer Energie vorgeschrieben wird, während eines Zeitraums von höchstens 5 Jahren garantiert, unter der Voraussetzung, dass er über eine positive Entscheidung seitens des Betreibers des Verteilernetzes im Sinne von Artikel 19quater, § 3 verfügt.

§ 3. Für die pauschale Einschätzung der Einsparung auf der Stromrechnung nach Artikel 41bis, § 3, Absatz 3 des Dekrets, die es ermöglicht, die durch das Projekt erzeugten Einnahmen einzuschätzen, wird eine Preisentwicklung von 1 % pro Jahr für den Teil "commodity" und von 3 % für den "geregelten" Teil in Betracht gezogen.

§ 4. Im Einvernehmen mit der Verwaltung erarbeitet die CWaPE ein Verfahren zur Bestimmung der für die Berechnung der Produktionsunterstützung gemäß Artikel 41bis, § 3 des Dekrets festgehaltenen Werte. Dieses Verfahren wird spätestens zum 1. März 2014 auf ihrer Homepage veröffentlicht.

Die festgehaltenen Werte für die Berechnung der Produktionsunterstützung sind lediglich für einen Zeitraum von sechs Monaten gültig, am Ablauf dessen sie von der CWaPE aktualisiert werden, unter Anwendung eines im Einvernehmen mit der Energieverwaltung ausgearbeiteten Verfahrens. Diese neuen Werte, die auf die künftigen Anlagen anwendbar sind, werden drei Monate vor ihrem Inkrafttreten auf der Homepage der CWaPE veröffentlicht.

§ 5. In Übereinstimmung mit Artikel 41bis, § 5 des Dekrets revidieren die Betreiber von Verteilernetzen gegebenenfalls die in § 1 genannte Unterstützung durch die Anwendung eines Berichtigungskoeffizienten, durch den die Prämie des Jahres N+1 nach oben oder nach unten korrigiert wird, um die Wirkung der tatsächlichen Zunahme/ Abnahme der beiden Komponenten des Strompreises des Jahres N nach § 3 zu neutralisieren. Dieser Koeffizient wird angewendet, sobald der tatsächliche Strompreis um mehr als 10 % von den Preisentwicklungsparametern nach § 3 abweicht. Der Berichtigungskoeffizient wird so berechnet, dass die einfache Kapitalrücklaufzeit gemäß Artikel 41bis, § 3, Abs. 2 des Dekrets eingehalten wird, und nach einer Rendite gemäß Artikel 41bis, § 3, Abs. 2 des Dekrets gestrebt wird. Die CWaPE legt das Verfahren zur Anwendung des Berichtigungskoeffizienten nach Absprache mit den Betreibern von Verteilernetzen fest, und veröffentlicht es spätestens zum 1. März 2014.

§ 6. Die Gewährung der in § 1 genannten Produktionsunterstützung unterliegt der Vorlage folgender Dokumente bei den Betreibern von Verteilernetzen:

1° die Kopie eines Attestes zur Bescheinigung, dass der Installateur an einer zertifizierenden Ausbildung teilgenommen hat, in Übereinstimmung mit den Modalitäten, die von der Regierung im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute festgelegt worden sind;

2° eine Konformitätserklärung für die Anlage, die auf einem vom Minister oder seinem Beauftragten festgelegten Muster beruht;

3° eine Abschrift des Attestes "factory inspection", in dem der Erzeugungsstandort der photovoltaischen Solarzellen angegeben ist;

4° für die Anspruchsberechtigten, die eine natürliche Person sind, eine Abschrift des vom Stromerzeuger und vom Installateur ausgefüllten und unterzeichneten Mustervertrags für Photovoltaikanlagen, der auf der Homepage der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht wird;

5° den Beweis, dass der Einführer oder Hersteller Qualitätsprüfungen auf einem Los installierter Module durchgeführt hat.

Die in Absatz 1, 5° genannten Prüfungen müssen durch ein Prüfungslabor durchgeführt werden, das nach der Norm ISO 17025 durch BELAC oder eine andere nationale Akkreditierungseinrichtung, die über eine gegenseitige Anerkennung mit BELAC verfügt, akkreditiert ist. Der Minister oder sein Beauftragter legt die Arten der durchzuführenden Prüfungen fest, bestimmt die Kriterien für deren Bestehen, den Stichprobenumfang sowie ggf. die Gleichwertigkeitskriterien für bereits durchgeführte Prüfungen.

Es wird betrachtet, dass Anlagen, die durch einen Installateur durchgeführt werden, der über ein Gütezeichen verfügt, das von einer Einrichtung vergeben wird, die vom Minister oder seinem Beauftragten zugelassen wird, den in Absatz 1 genannten Bedingungen genügen. Zu diesem Zweck stellt der über das Gütezeichen verfügende Installateur jederzeit und auf Anfrage der das Gütezeichen erteilenden Einrichtung die in § 6 genannten Dokumente für jede durchgeführte Anlage zur Verfügung.

Die Bedingungen, die jede das Gütezeichen erteilende Einrichtung erfüllen muss, um zugelassen zu werden, sind die folgenden:

1° dem Minister oder seinem Beauftragten die gesamten Dokumente liefern, durch die eine relevante Erfahrung im Bereich der Betriebsführungs-, Baustellen- und Managementkontrolle nachgewiesen werden kann;

2° dem Minister oder seinem Beauftragten die gesamten Dokumente liefern, auf deren Grundlage die Verfahren, Fristen und Tarife validiert werden können, die im Rahmen eines Antrags auf Erteilung des Gütezeichens angewendet werden, und ebenfalls alle Kontrollmessungen validiert werden können, durch die die Einhaltung der Auflagen für die Gütezeichenerteilung durch Installateure, die über das Gütezeichen verfügen, kontrolliert werden kann;

3° ein unabhängiges und neutrales Organ sein;

4° jederzeit dem Minister oder seinem Beauftragten die Akten betreffend Betriebe, die über eine Gütezeichen verfügen, oder für die das Verfahren zur Erteilung des Gütezeichens im Gange ist, zur Verfügung stellen können;

5° über eine Datenbank verfügen, die den über das Gütezeichen verfügenden Installateuren zugänglich ist, zwecks der online Eintragung der Anlagen, die sie durchgeführt haben, zu welcher ebenfalls der Minister oder sein Beauftragter Zugang hat;

6° dem Minister oder seinem Beauftragten quartalsweise einen Bericht über die Analyse und Behandlung der Beschwerdeanträge sowie die Kontaktdaten der Unternehmen, die über ein Gütezeichen verfügen, mitteilen.

Der Minister oder sein Beauftragter kann gegebenenfalls zusätzliche Bedingungen festlegen, die jede Einrichtung, die Gütezeichen verleiht, erfüllen muss.

Art. 19<sup>ter</sup> - Zwecks der Anwendung von Artikel 41<sup>bis</sup>, § 6 des Dekrets versteht man als anspruchsberechtigte natürliche Personen, die ein prekäres Einkommen beziehen:

1° die Haushalte, deren global steuerpflichtiges Einkommen am 1. März 2013 sich auf weniger als € 18.700 beläuft, zuzüglich € 2.500 pro unterhaltsberechtigtes Kind, wobei diese Beträge in Übereinstimmung mit dem Mechanismus indexiert werden, der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. November 2008 zur Festsetzung der Modalitäten für die Anpassung der in Artikel 203 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnten Beträge und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 zur Festsetzung der Bedingungen für die Beteiligung der Region zugunsten der jungen Leute, die ein Hypothekendarlehen zum ersterwerb von Wohneigentum aufnehmen, bestimmt ist;

2° die Haushalte, die im Sinne von Artikel 33 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts als geschützte Kunden anerkannt werden.

Die anspruchsberechtigten natürlichen Personen, die die genannte Produktionsunterstützung erhalten, und als geschützte Kunden anerkannt werden oder ein prekäres Einkommen im Sinne von Abs. 1 beziehen, erhalten nach der Annahme ihrer Akte, zuzüglich zur Produktionsunterstützung eine ergänzende Prämie in Übereinstimmung mit Artikel 41<sup>bis</sup>, § 6 des Dekrets, damit ihnen eine Rendite in Höhe von 6,5 % garantiert wird.

Die anspruchsberechtigten natürlichen Personen beweisen ihr in Absatz 1 angegebenes Einkommensniveau, indem sie ihrer Antragsakte eine Kopie des Steuerbescheids betreffend das Einkommen des Jahres vor der Investition oder jegliches sonstige, zwecks der Bestimmung des Einkommens des Stromerzeugers beweiskräftige Dokument beifügen.

Die anspruchsberechtigten natürlichen Personen, die die genannte Produktionsunterstützung erhalten, und als geschützte Kunden anerkannt werden, beweisen diesen Status, indem sie der Antragsakte eine Abschrift ihrer letzten Stromrechnung beifügen, in der bescheinigt wird, dass sie auf den Sozialtarif Anspruch haben, wenn sie durch einen Stromversorger beliefert werden.

Art. 19<sup>quater</sup> - § 1. Ein Antrag auf Gewährung der Produktionsunterstützung wird vom dem Stromerzeuger, der über die betreffende Anlage verfügt, mittels des geeigneten, von der CWaPE erstellten und auf ihrer Homepage veröffentlichten Antragsformulars an den Betreiber des Verteilernetzes gerichtet, in Übereinstimmung mit dem in Artikel 6<sup>bis</sup>, Absatz 4 vorgesehenen Verfahren.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes prüft, ob das Antragsformular richtig und vollständig ist.

Wenn der Betreiber des Verteilernetzes feststellt, dass das Antragsformular nicht vollständig ist, wird der Antragsteller binnen 15 Tagen ab dem Eingang dieses Formulars bei dem Betreiber des Verteilernetzes darüber informiert. Der Betreiber des Verteilernetzes gibt an, inwieweit das Formular unvollständig ist und legt eine unter Androhung des Verfalls vorgeschriebene Frist fest, die 30 Tage nicht unterschreiten darf, innerhalb deren der Antragsteller aufgefordert wird, sein ursprüngliches Antragsformular zu vervollständigen.

§ 3. Auf der Grundlage des vollständigen Antragsformulars prüft der Betreiber des Verteilernetzes, dass

1° der Stromerzeuger, der die Produktionsunterstützung beantragt, die Bedingungen für die Gewährung dieser Unterstützung erfüllt;

2° er unter Berücksichtigung der für das nach § 4 erwünschte Quartal bestimmten und vorgesehenen Höchstanzahl Anlagen imstande ist, diesem Erzeuger die beantragte Produktionsunterstützung zu gewähren. Wenn die Höchstanzahl Anlagen für das erwünschte Quartal erreicht ist, wird die Produktionsunterstützung für diesen Stromerzeuger auf den ersten Tag des nächsten Quartals aufgeschoben, dessen Höchstanzahl Anlagen nach § 4 noch nicht erreicht worden ist.

Binnen einer Frist von 45 Tagen ab dem Eingang des vollständigen Antragsformulars bei dem Betreiber des Verteilernetzes, stellt dieser dem Stromerzeuger seine Entscheidung mit, ob die Produktionsunterstützung gewährt wird oder nicht.

Der Betreiber des Verteilernetzes ist verpflichtet, den Antragsteller anzuhören, der einen entsprechenden, ausdrücklichen Antrag stellt.

Die in Artikel 41<sup>bis</sup>, § 2 des Dekrets genannte Prämie, die das erste Jahr deckt, wird spätestens binnen 30 Tagen nach der positiven Entscheidung des Betreibers des Verteilernetzes gewährt. Die folgenden Jahresprämien werden an den Jahrestagen, die der ersten Überweisung folgen, gewährt.

§ 4. Die jährliche Höchstanzahl Anlagen, die die in Artikel 19<sup>bis</sup>, § 1 genannte Produktionsunterstützung erhalten können, wird auf 12 000 Anlagen festgelegt, die quartalsweise anteilmäßig verteilt werden.

Diese Höchstanzahl von mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierenden Anlagen zur Stromerzeugung mit einer Leistung bis zu 10 kW wird unter die Betreiber von Verteilernetzen aufgeteilt, nach von der CWaPE bestimmten Modalitäten, die spätestens zum 1. März 2014 veröffentlicht werden.

Der Unterschied zwischen der Anzahl Anlagen, die über ein Quartal die Produktionsunterstützung erhalten, und die Höchstanzahl Anlagen für ein Quartal, wird automatisch dem folgenden Quartal innerhalb desselben Betreibers eines Verteilernetzes übertragen.

§ 5. Sobald der Antrag akzeptiert worden ist, berechnet und ggf. korrigiert der Betreiber des Verteilernetzes den voraussichtlichen EAV-Wert des Stromerzeugers. Der Betreiber des Verteilernetzes informiert den Stromversorger über diesen neuen EAV-Wert. Der Betreiber des Verteilernetzes korrigiert entsprechend den Betrag des Netzbenehntzungstarfs, der diesem Stromversorger für diesen Stromerzeuger in Rechnung gestellt wird.

§ 6. Sobald er den neuen EAV-Wert erhalten hat, passt der Stromversorger seine Anzahlungsrechnungen an.“

Art. 6 - Während der ersten sechs Monate ab dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses kann die CWaPE die den Betreibern von Verteilernetzen in Artikel 19<sup>quater</sup> auferlegten Fristen anpassen, unter der Voraussetzung, dass diese Anpassungen auf ihrer Homepage veröffentlicht werden.

Während der ersten sechs Monate ab dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses unterliegt die Gewährung der Produktionsunterstützung der Vorlage der Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss einer von der Region anerkannten Ausbildung über Photovoltaikanlagen, und der in Artikel 19<sup>bis</sup>, § 6, Absatz 1, 4° genannten Bedingung.

**Art. 7** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. März 2014 in Kraft.

**Art. 8** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Februar 2014

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201508]

**20 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 37, § 2, en 41*bis*, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op advies CD-13f05-CWaPE-502 de la CWaPE van 7 juni 2013 op het nieuwe ondersteuningsmechanisme voor elektriciteitsproductie vanaf fotovoltaïsche installaties met een vermogen lager dan of gelijk aan 10 kW, mechanisme genaamd "Qualiwatt";

Gelet op advies nr. 55.148/4 van de Raad van State, gegeven op 10 februari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling belast met Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° 5°, opgeheven bij besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, wordt hersteld als volgt:

« '« EAV » : Energy Annual Value, namelijk de waarde van het jaarlijks verbruik, opgemeten door de meter van de distributienetbeheerder rekening houdend met de compensatie; »;

2° 6°, opgeheven bij besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, wordt hersteld als volgt :

« 6° « referentie-investeringskost « : gemiddelde kostprijs van de installaties bedoeld in artikel 41*bis*, § 2, van het decreet, die met name kan variëren in functie van het piekvermogen van de installatie. »;

3° 9°, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 december 2007 en 8 januari 2009, wordt aangevuld met de woorden " ofwel, wat betreft artikel 6*bis*, de bezoeksdatum waaruit de conformiteit blijkt bedoeld in artikel 270 van het algemeen reglement op de elektrische installaties, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard;".

**Art. 2.** In artikel 6, lid 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « aan de CWaPE of » worden opgeheven;

2° de woorden "voor de installaties bedoeld in artikel 6*bis*, derde lid" worden opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 6*bis* van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 december 2007 en 15 juli 2010, wordt een lid luidend als volgt ingevoegd tussen de leden 3 en 4 :

"Na overleg met de distributienetbeheerders maakt de CWaPE uiterlijk op 1 maart 2014 de procedure op haar website bekend voor de elektriciteitsproducenten die over een installatie van fotovoltaïsche zonnepanelen beschikken met een vermogen van 10kW of lager die wensen zich aan te sluiten op het net en in aanmerking te komen voor de productiesteunregeling bedoeld in hoofdstuk IV*bis* van dit besluit."

**Art. 4.** In artikel 13, § 1, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 december 2007 en 14 januari 2010, worden de woorden "voor de installaties niet bedoeld in hoofdstuk IV*bis*" ingevoegd voor de woorden "een document tot toekenning".

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk IV*bis* ingevoegd, met de artikelen 19*bis* tot 19*quater*, luidend als volgt :

"Hoofdstuk IV*bis*. Voorwaarden en procedures voor de toekenning en de opschorting van de toekenning van de productiesteun voor elektriciteitsproductie-installaties d.m.v. fotovoltaïsche zonnepanelen met een vermogen van 10 kW of minder.

Art. 19*bis*. § 1. Vanaf de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en uit warmtekrachtkoppeling komen de elektriciteitsproductie-installaties d.m.v. fotovoltaïsche zonnepanelen met een vermogen van 10 kW of lager in aanmerking voor het productiesteunstelsel bedoeld in artikel 37, § 2, van het decreet en georganiseerd bij artikel 41*bis* van het decreet, overeenkomstig de modaliteiten en voorwaarden nader bepaald in dit artikel.

§ 2. Het voordeel van de productiesteun wordt aan de producent gewaarborgd op de recentste datum van het conformiteitsbezoek bedoeld in artikel 270, § 1, van het algemeen reglement op de elektrische installaties, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard, tijdens een periode van maximum vijf jaar voor zover hij een positieve beslissing heeft gekregen van de distributienetbeheerder bedoeld in artikel 19<sup>quater</sup>, § 3<sup>o</sup>.

§ 3. Voor de forfaitaire raming van de besparing op de elektriciteitsfactuur bedoeld in artikel 41<sup>bis</sup>, § 3, lid 3, van het decreet en waarbij de raming van de inkomsten uit het project mogelijk wordt gemaakt, wordt een evolutie van de prijs van 1 % per jaar in overweging genomen voor het deel 'commodity' en van 3 % voor het 'gereguleerde' deel.

§ 4. De CWaPE legt in overleg met de administratie een methodologie vast voor de bepaling van de waarden die bij de berekening van de productiesteun in overweging worden genomen overeenkomstig artikel 41<sup>bis</sup>, § 3, van het decreet. Die methodologie wordt bekendgemaakt op de website van de CWaPE tegen uiterlijk 1 maart 2014.

De waarden die in overweging worden genomen voor de berekening van de productiesteun gelden enkel voor een periode van zes maanden na afloop waarvan ze door de CWaPE worden geactualiseerd volgens een methodologie vastgelegd in overleg met de administratie bevoegd voor energiebeleid. Die nieuwe waarden, die gelden voor de toekomstige installaties, worden bekendgemaakt op de website van de CWaPE drie maanden voor inwerkingtreding ervan.

§ 5. Overeenkomstig artikel 41<sup>bis</sup>, § 5, van het decreet verrichten de distributienetbeheerders in voorkomend geval een boven- of benedenwaartse bijstelling van de steun bedoeld in paragraaf 1 door de toepassing van een correctiecoëfficiënt tot wijziging van de premie van het jaar N+1 om het effect van de reële verhoging/vermindering van de twee bestanddelen van de elektriciteitsprijs van het jaar N bedoeld in paragraaf 3 te neutraliseren. De coëfficiënt zal toegepast worden zodra de reële elektriciteitsprijs met meer dan 10 percent afwijkt van de parameters van de prijsevolutie bedoeld in paragraaf 3. De correctiecoëfficiënt wordt zo berekend dat de gewone terugverdientijd bedoeld in artikel 41<sup>bis</sup>, § 3, lid 2, van het decreet nageleefd wordt en gestreefd wordt naar een rendementscijfer zoals vastgelegd in dat artikel 41<sup>bis</sup>, § 3, lid 2, van het decreet. De CWaPE legt de methodologie vast voor de toepassing van het correctiecoëfficiënt na overleg met de distributienetbeheerders en maakt ze uiterlijk op 1 maart 2014 bekend.

§ 6. De toekenning van de productiesteun bedoeld in paragraaf 1 wordt ondergeschikt gemaakt aan het voorleggen van volgende stukken aan de distributienetbeheerders :

1° het afschrift van een certificaat waaruit blijkt dat de installateur een certificerende opleiding heeft gevolgd overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd door de Regering in het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

2° een conformiteitsverklaring voor de installatie, gegrond op het typedocument opgesteld door de Minister of diens afgevaardigde;

3° een afschrift van het certificaat « factory inspection » waarop de plaats van de productielocatie van de fotovoltatische panelen wordt vermeld;

4° voor natuurlijke personen die de productiesteun genieten, een afschrift van het typecontract voor fotovoltatische installaties bekendgemaakt op de website van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst, ingevuld en ondertekend door de producent en de installateur;

5° het bewijs dat de invoerder of de fabricant kwaliteitstests heeft uitgevoerd op een staal van de geïnstalleerde modules.

De tests bedoeld in lid 1, 5°, moeten verricht worden door een proeflaboratorium, geaccrediteerd volgens de norm ISO 17025 door BELAC of een ander nationale accreditatie-instelling die een wederzijdse erkenning met BELAC geniet. De Minister of diens afgevaardigde stelt de types uit te voeren tests, de slaagcriteria daarvoor, de omvang van het staal, evenals in voorkomend geval de equivalentiecriteria van reeds uitgevoerde tests vast.

De installaties verricht door een installateur die gelabeld werd door een labelende instelling, erkend door de Minister of diens afgevaardigde, worden geacht de voorwaarden verwoord in lid 1 in acht te nemen. Daartoe verstrekt de gelabelde installateur te allen tijde en op verzoek de documenten bedoeld in paragraaf 6 voor elke verrichten installatie.

De voorwaarden waaraan elke label verstrekkende instelling moet voldoen om erkend te worden zijn de volgende :

1° de Minister of diens afgevaardigde de gezamenlijke documenten verstrekken waarmee hij een relevante ervaring kan voorleggen op de gebieden beheers-, werfcontrole en management;

2° de Minister of diens afgevaardigde de gezamenlijke documenten verstrekken waardoor de procedures, de termijnen en de tarificatie die toegepast zullen worden in het kader van een labelaanvraag gevalideerd kunnen worden, evenals de controlemaatregelen waarmee nagegaan kan worden of de labelvoorwaarden door de gelabelde installateurs nageleefd worden;

3° een onafhankelijk en neutraal orgaan zijn;

4° te allen tijde de Minister of diens afgevaardigde de dossiers kunnen verstrekken in verband met ondernemingen die gelabeld werden of zich in een labelprocedure bevinden;

5° over een gegevensbank beschikken die toegankelijk is voor de gelabelde installateurs met oog op de on-line-invoering van de installaties die ze verricht hebben, waartoe eveneens de Minister of diens afgevaardigde toegang zullen hebben;

6° elk kwartaal een analyse- en opvolgingsverslag van de ingediende bezwaren mededelen, evenals de adresgegevens van de gelabelde ondernemingen.

De Minister of diens afgevaardigde kan in voorkomend geval de aanvullende voorwaarden bepalen waaraan elke labelende instelling moet voldoen.

Art. 19<sup>ter</sup>. Voor de toepassing van artikel 41<sup>bis</sup>, § 6, van het decreet worden beschouwd als natuurlijke personen met een precair inkomen die productiesteun genieten :

1° de gezinnen wier belastbaar inkomen op 1 maart 2013 globaal lager is dan € 18.700, te verhogen met € 2.500 per kind ten laste, waarbij die bedragen geïndexeerd worden overeenkomstig het mechanisme bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2008 tot vaststelling van de modaliteiten voor de aanpassing van de bedragen bedoeld in artikel 203 van de Waalse Huisvestingscode en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van



20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Gewest een tegemoetkoming verleent aan jongeren die een hypothecaire lening aangaan om eigenaar van een eerste woning te worden;

2° de gezinnen erkend als beschermde afnemers in de zin van artikel 33 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de gewestelijke organisatie van de elektriciteitsmarkt.

De natuurlijke personen die de productiesteen genieten en erkend worden als beschermde afnemers of beschikken over een precair inkomen zoals bedoeld in lid 1, ontvangen na de aanvaarding van hun dossier overeenkomstig artikel 41bis, § 6, van het decreet een aanvullende premie zodat hen een hoger rendementspercentage gegarandeerd wordt.

De natuurlijke personen die productiesteen leveren het bewijs van hun inkomensniveau bedoeld in lid 1 door bij het aanvraagdossier een afschrift van het aanslagbiljet te voegen betreffende het inkomen van het jaar voorafgaand aan de investering of middels het voorleggen van elk ander stuk met bewijskracht om het inkomen van de producent te bepalen.

De natuurlijke personen die de productiesteen genieten, erkend als beschermde afnemers, leveren het bewijs van dat statuut door een afschrift van hun laatste elektriciteitsfactuur bij het aanvraagdossier te voegen, waaruit blijkt dat ze het sociale tarief genieten indien ze door een leverancier van elektriciteit worden voorzien.

Art. 19quater. § 1. Een aanvraag voor toekenning van productiesteen wordt door de elektriciteitsproducent die over de betrokken installatie beschikt aan de distributienetbeheerder gericht, overeenkomstig de procedure voorzien in artikel 6bis, lid 4, middels het ad hoc-aanvraagformulier opgesteld door de CWaPE en bekendgemaakt op zijn website.

§ 2. De distributienetbeheerder kijkt na of het aanvraagformulier juist en volledig is.

Indien de distributienetbeheerder vaststelt dat het aanvraagformulier onvolledig is, wordt de aanvrager verwittigd binnen een termijn van vijftien dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van de aanvraag door de distributienetbeheerder. De distributienetbeheerder verduidelijkt waarom het formulier onvolledig is en legt een termijn vast die niet korter dan dertig dagen mag zijn, waarbinnen de aanvrager op straffe van verval van de aanvraag verzocht wordt zijn aanvraag te vervolledigen.

§ 3. De distributienetbeheerder kijkt op basis van het volledige aanvraagformulier na of :

1° de producent die de productiesteen aanvraagt aan de voorwaarden voor de toekenning van die steun voldoet;

2° de distributienetbeheerder, in functie van het maximaal aantal installaties vastgesteld en voorzien voor het gewenste kwartaal, overeenkomstig paragraaf 4, bij machte is om die producent de aangevraagde productiesteen toe te kennen. Als het maximaal aantal installaties voor het gewenste kwartaal bereikt is, wordt de toekenning van de productiesteen voor die producent verschoven naar de eerste dag van het eerste kwartaal waarvoor het maximaal aantal installaties bedoeld overeenkomstig paragraaf 4 nog niet is bereikt.

Binnen een termijn van 45 dagen te rekenen van de ontvangst van het volledige aanvraagformulier door de distributienetbeheerder geeft de distributienetbeheerder kennis aan de producent van zijn beslissing om de productiesteen al dan niet toe te kennen.

De distributienetbeheerder is ertoe gehouden, de aanvraag die daar uitdrukkelijk om verzoekt, te horen.

De premie bedoeld in artikel 41bis, § 2, van het decreet voor het eerste jaar wordt uiterlijk binnen de dertig dagen te rekenen van de positieve beslissing van de distributienetbeheerder toegekend. De daaropvolgende jaarlijkse premies worden op de achtereenvolgende verjaardagen van de eerste storting toegekend.

§ 4. Het uiterste maximaal aantal installaties dat per jaar in aanmerking kan komen voor de productiesteen bedoeld in artikel 19bis, § 1, wordt vastgesteld op 12 000 installaties die verhoudingsgewijs per kwartaal opgesplitst worden.

Dat maximaal aantal installaties voor de elektriciteitsproductie uit fotovoltaïsche zonnepanelen met een vermogen van 10 kW of lager wordt verdeeld tussen de distributienetbeheerders volgens de modaliteiten nader bepaald door de CWaPE en bekendgemaakt tegen uiterlijk 1 maart 2014.

Het verschil tussen het aantal installaties die de productiesteen genieten over één kwartaal en het maximaal aantal installaties voor één kwartaal wordt automatisch overgedragen naar het volgende kwartaal binnen dezelfde distributienetbeheerder.

§ 5. Zodra de aanvraag aanvaard wordt, wordt de previsionele EAV-waarde van de producent door de distributienetbeheerder berekend en in voorkomend geval gecorrigeerd. De distributienetbeheerder brengt de leverancier op de hoogte van die nieuwe EAV-waarde. De distributienetbeheerder corrigeert bijgevolg het bedrag van het tarief voor gebruik van het net dat voor die elektriciteitsproducent aan de leverancier wordt verrekend.

§ 6. Zodra de nieuwe EAV-waarde ontvangen wordt, past de leverancier zijn voorschotrekningen aan."

Art. 6. Tijdens de eerste zes maanden te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit besluit kunnen de termijnen opgelegd aan de distributienetbeheerders bedoeld in artikel 19quater door de CWaPE aangepast worden voor zover die aanpassingen op de website worden bekendgemaakt.

Tijdens de eerste zes maanden te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit besluit wordt de toekenning van de productiesteen ondergeschikt gemaakt aan de voorlegging van het slaagattest voor een opleiding met betrekking tot de fotovoltaïsche installaties erkend door het Waalse Gewest en aan de voorwaarde bedoeld in artikel 19bis, § 6, eerste lid, 4°.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2014.

Art. 8. De Minister bevoegd voor het energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 februari 2014.

De Minister-President,  
R DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken;  
J.-M. NOLLET